



## 14<sup>e</sup> Assemblée générale de la Chambre nationale des huissiers de justice de Hongrie

### Une adaptation exceptionnelle aux nouvelles technologies

La séance s'est ouverte en présence de Dezso Avarszki, secrétaire d'État à la justice et de Jacques Isnard, président de l'UIHJ.

Dans son allocution, le président de l'UIHJ a présenté un bref panorama de l'actualité judiciaire communautaire. Il s'est étendu sur les conséquences de l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme qui a plébiscité l'action de l'huissier de justice considéré comme un élément essentiel de l'État de droit en soulignant combien il était important pour l'État de veiller à donner aux huissiers de justice les moyens appropriés pour réaliser une exécution efficace. La formation a été également mise en exergue avec l'impérieuse nécessité d'inclure dans nos statuts l'exigence pour tout nouvel huissier de justice d'être titulaire d'un diplôme de droit.

Jacques Isnard, qui était présent voilà 14 ans, lors de la première assemblée générale, s'est dit très impressionné par les progrès de la profession en Hongrie et par l'action remarquable menée par le président Krejniker et son bureau qui ont su hisser les huissiers de justice hongrois au tout premier plan en Europe avec notamment une adaptation exceptionnelle aux nouvelles technologies.

Enfin, le président Isnard a vivement félicité les confrères hongrois pour leur participation massive aux activités de l'UIHJ, précisant que la délégation de ce pays était la plus nombreuse à la journée d'études de Bruxelles en février 2008.

Le secrétaire d'État à la justice, M. Avarszki, a commenté les mesures prises par l'État hongrois dans le domaine judiciaire en vue de renforcer l'efficacité de la justice. Parmi les mesures évoquées figure la gestion électronique transfrontalière dont l'objectif est de rendre celle-ci moins coûteuse et plus rapide.

Par ailleurs, le volet de réformes en matière d'exécution qui doit intervenir s'inspirera de ces mêmes critères, ce qui en facilitera la mise en œuvre.

Dans son allocution, Miklos Krejniker, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Hongrie, est d'abord intervenu pour rappeler que la profession d'agent de l'exécution a été créée en Hongrie en 1881 et que son évolution nécessite une vigilance permanente pour faire face aux défis constants. La nouvelle loi sur l'exécution ne fait pas exception à cette règle. Au demeurant le souci de renforcer l'effectivité des mesures d'exécution ne doit pas occulter la nécessité de veiller à conforter les règles de sécurité juridique.

La nouvelle loi tend à étendre le privilège du créancier gagiste et à privilégier la signification judiciaire.

C'est à Zalakaros que s'est tenue la 14<sup>e</sup> assemblée générale de la chambre nationale des huissiers de justice de Hongrie du 18 au 20 septembre 2008, en présence de Jacques Isnard, président de l'UIHJ.

### Une nouvelle forme de vente publique immobilière

L'innovation majeure concerne les règles de ventes aux enchères publiques en matière immobilière qui va permettre, à partir de 2009, de recourir — corrélativement à l'enchère physique — à l'offre électronique. Une démonstration du nouveau système a été réalisée par Ferenc Csaszti, vice président de la chambre et par Attila Vincze, technicien, qui ont décrit les principales caractéristiques du programme : élargissement de la publicité, anonymat des enchérisseurs, meilleure possibilité de surenchère. . .

La chambre hongroise a conçu un système « *on line* » ouvert à toutes catégories de personnes intéressées, simples visiteurs, enchérisseurs potentiels, huissiers de justice, etc.

Le site des ventes est très attractif puisqu'il propose outre les avis d'adjudications, les conditions de vente, clichés des immeubles, les derniers résultats des ventes. . .

Tout intéressé, préalablement identifié par mesure de sécurité, doit d'abord contacter un office d'huissier de justice. Il reçoit ensuite l'indication d'un correspondant qui lui permet d'entrer dans le site, prendre connaissance des conditions de vente et faire éventuellement des offres. Pour conserver l'anonymat le consultant peut changer de pseudonyme à tout moment.

Les huissiers de justice vérifient la crédibilité de l'intéressé et se connectent par une carte de sécurité comportant leur signature numérique.

Les huissiers de justice dirigent l'adjudication.

Un plan de formation spécifique a été élaboré par la chambre pour permettre une parfaite maîtrise du système par la profession lorsqu'entrera en vigueur en janvier 2009 cette toute nouvelle forme de vente publique immobilière.

La chambre hongroise qui s'est lancée dans une politique de développement de la profession articulée autour de son adaptation aux nouvelles technologies fait figure de précurseur. Son expérience mérite d'être suivie.

Elle pourrait inspirer beaucoup d'autres pays et préfigurerait ainsi l'image de ce que sera demain la grande profession de l'exécution en Europe.



## 14<sup>th</sup> General Meeting of the National Chamber of the Judicial Officers of Hungary

### An Exceptional Adaptation to New Technologies

The meeting opened in the presence of Dezso Avarzeszi, State Secretary for justice and Jacques Isnard, president of the UIHJ.

In his short speech, the president of the UIHJ presented a brief panorama of the Legal Community topicality. He extended on the consequences from the judgment of the European Court of Human rights which recognized the action of judicial officer considered as an essential element of the Rule of law while underlining how much it was important for the State to take care to give to the judicial officers the suitable means to carry out an effective enforcement.

Training was also put forward with the pressing need for including in our statutes the requirement for all new judicial officers to be titular of a law degree.

Jacques Isnard, who was present here 14 years ago, at the time of the first general meeting, said how impressed he was by the progress of the profession in Hungary and by the remarkable action taken by President Krejniker and his board: they knew to hoist the Hungarian judicial officers in the very first plan in Europe in particular with an exceptional adaptation to new technologies.

Lastly, president Isnard highly congratulated the Hungarian fellow-members for their massive participation to the activities of the UIHJ, specifying that the delegation of this country was the most numerous at the day of studies in Brussels in February 2008.

The State Secretary for justice, Mr. Avarkeszi, commented on the measurements taken by the Hungarian State in the legal field in order to reinforce the effectiveness of justice. Among the evoked measurements is the cross-border electronic management which objective is to make it less expensive and more rapid.

In addition, the program of reforms as regards enforcement which must intervene will be inspired by these same criteria, which will facilitate their implementation.

In his short speech, Miklos Krejniker, President of the national Chamber of the judicial officers of Hungary, initially intervened to recall that the profession of enforcement agent was created in Hungary in 1881 and that its evolution requires a permanent vigilance to face the constant challenges. The new law on enforcement does not make an exception to this rule. Moreover the concern of reinforcing the effectiveness of enforcement measures should not prevent from taking care to consolidate the rules of legal security.

The new law tends to extend the privilege of the mortgagee and to privilege the service of legal documents.

It is in Zalakaros that the 14<sup>th</sup> General Meeting at the National Chamber of the Judicial Officers of Hungary Took Place On September 18<sup>th</sup> to 20<sup>th</sup> 2008, in the Presence of Jacques Isnard, President of the UIHJ.

### A New Form of Public Sale of Immovable Goods

The major innovation relates to the rules of public auctions relating to immovable goods, which will allow, as from 2009, the use of electronic offer, correlatively to the physical bidding. A demonstration of the new system was carried out by Ferenc Csaszi, Vice-President of the Chamber and by Attila Vincze, technician, who described the main features of the program: widening of publicity, anonymity of the bidders, better possibilities for higher bid...

The Hungarian chamber conceived a "one line" system opened to all categories of interested parties, simple visitors, potential bidders, judicial officers, etc. The site of the sales is very attractive since it proposes in addition to the notices of invitations to tender, the sales conditions, pictures of the buildings, the last results of the sales...

Any interested party, identified beforehand for security reason, must initially contact an office of judicial officer. He then receives the indication of a correspondent who will allow him to enter the site, to take note of the sales conditions and to possibly make offers. To preserve anonymity the consultant can constantly change pseudonym.

The judicial officers check the credibility of the interested party and connect themselves through a secured card comprising their digital signature.

The judicial officers direct the sale.

A specific training program was prepared by the chamber to allow a perfect control of the system by the profession when in January 2009 this very new form of public auction sale comes into effect.

The Hungarian chamber which launched out in a development policy of the profession articulated around its adaptation to new technologies has the appearance of a precursor. Its experiment deserves to be followed.

It could inspire other countries and would thus precede the image of what will tomorrow be the great profession of enforcement in Europe.